

La France commence l'année par une croissance modeste

Le PIB a crû dans l'Hexagone de 0,3 % au premier trimestre, soutenu par l'investissement. Mais les exportations pèsent sur l'activité

A une semaine du second tour de l'élection présidentielle, qui électrise les discours et voit s'opposer deux visions économiques et sociales de la France entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron, les optimistes comme les Cassandre en seront pour leur frais. Au premier trimestre 2017, la France a réalisé une performance... moyenne. Le produit intérieur brut (PIB) a crû de 0,3 %, a annoncé l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), vendredi 28 avril. Un chiffre conforme à ses prévisions, après une hausse de 0,5 % au quatrième trimestre 2016.

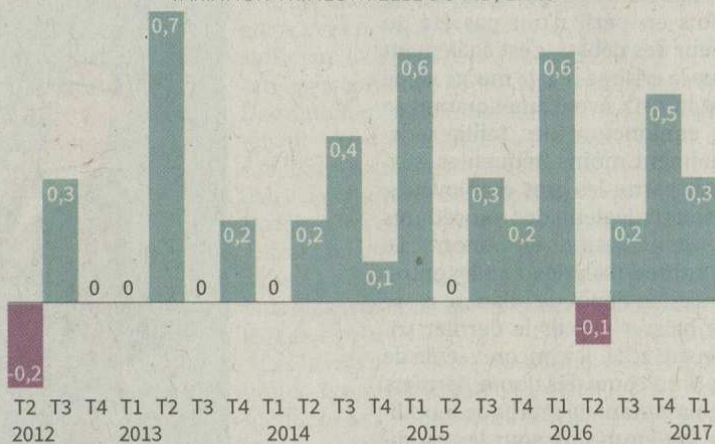
Sur les trois premiers mois de l'année, l'activité tricolore a été tirée par l'investissement. Notamment celui des entreprises, en hausse de 1,3 %, après + 0,9 % au dernier trimestre 2016, en raison de l'achat de matériels de transport mais aussi de biens d'équipement. Un dynamisme à relier à l'arrêt du dispositif de suramortissement, le 15 avril. « Les entreprises ont engrangé des projets d'investissement pour profiter de la mesure fiscale avant son expiration », souligne Hélène Baudchon, économiste chez BNP Paribas.

L'investissement des ménages, c'est-à-dire les dépenses de logement, a également continué à progresser (+ 0,9 %), ce qui soutient la vitalité retrouvée du secteur de la construction.

La consommation des ménages, pilier de la croissance tricolore, s'est en revanche tassée (+ 0,1 %), essentiellement en raison du repli des dépenses d'énergie, qui témoigne d'un hiver doux après un automne 2016 plutôt frais. La progressive remontée de

L'activité économique sous François Hollande

VARIATION TRIMESTRIELLE DU PIB, EN %



SOURCE : INSEE

l'inflation, qui risque de grignoter quelque peu le pouvoir d'achat sur l'ensemble de l'année, reste pour l'heure contenue : elle n'a que très légèrement accéléré en avril, à + 1,2 % par rapport à l'année précédente, a également annoncé l'Insee vendredi. « C'est en ligne avec ce que l'on attendait sur la demande intérieure, malgré une faiblesse de la consommation », indique Mathieu Plane, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Repli des exportations

La véritable déception demeure le net repli des exportations (- 0,7 %), alors que les importations ont accéléré (+ 1,5 %). Conséquence : le commerce extérieur a pesé sur la croissance, à hauteur de 0,7 point. Un coup dur pour l'économie française, dont ce poste demeure le talon d'Achille : il avait déjà rogné la croissance de 0,8 point en 2016. « Les chiffres mensuels ont été

brouillés par des à-coups sur les exportations d'Airbus : le mois de décembre a été exceptionnellement bon, suivi d'un effondrement en janvier », explique M^{me} Baudchon. De fait, l'Insee anticipait déjà, dans ses prévisions de mars, une contribution négative à la croissance de 0,4 point pour le premier trimestre.

L'institut table sur un retour à meilleure fortune sur l'ensemble de l'année, à la faveur d'un triple retournement : celui de la production céréalière, plombée l'an dernier par les mauvaises conditions météorologiques ; celui des exportations d'électricité, qui avaient pâti de l'arrêt de centrales en fin d'année ; et celui du tourisme, qui devrait connaître un léger rebond.

Autre incertitude : le décalage entre des enquêtes d'opinion menées par l'Insee et les chiffres mensuels de la production tricolore. Le climat des affaires, qui reflète le moral des chefs d'entreprise, est resté stable en avril.

Pour le secteur de l'industrie, il a même encore progressé, pour atteindre un plus haut niveau depuis juin 2011. Pourtant, la production de biens a nettement marqué le pas au premier trimestre, principalement du fait de la branche cokéfaction-raffinage. De quoi anticiper un rebond sur la suite de l'année.

Fidèle à elle-même, la France se prépare donc à une année de croissance économique en demi-teinte. La hausse du PIB devrait toutefois légèrement accélérer par rapport à la performance décevante de 2016 (+ 1,1 %). A fin mars, l'acquis de croissance - c'est-à-dire la progression annuelle du PIB si la croissance était nulle sur les neuf prochains mois - s'établit à 0,7 %. Il faudrait donc 0,5 % de hausse sur chacun des trois derniers trimestres de l'année pour atteindre la prévision de croissance du gouvernement : + 1,5 % en 2017. Un objectif pour l'heure atteignable, mais qui suppose qu'aucun trou d'air ne vienne plus perturber la dynamique tricolore. La Banque de France, elle, prévoit une croissance de 1,3 % en 2017, tandis que la Commission européenne table sur 1,4 %.

« On a enchaîné les chocs et les à-coups en 2016 (mauvaise météo qui a pesé sur les récoltes agricoles, grèves, attentats...), et 2017 débute de la même manière », résume M^{me} Baudchon. Mais « le chiffre global de croissance reste correct. Les éléments de faiblesse sont ponctuels et on peut s'attendre à ce qu'ils soient corrigés au prochain trimestre. La dynamique de la reprise n'est donc pas remise en cause », estime l'économiste. ■

AUDREY TONNELIER